

Lyon, cercle de silence

Où est l'immigration illégale à combattre ?

Nous portons en nous certaines interrogations qui se rattachent aux problèmes de la migration. Ainsi :

- nous savons que le désir ou l'obligation de migrer vers d'autres terres est un élément constitutif de l'humanité qui a construit notre Histoire. Il en résulte un devoir d'accueillir les personnes ayant mis leur espoir dans le risque de la migration en respectant la dignité de l'homme, les droits humains de base ;
- nous savons que les causes des migrations sont multiples, mais nous reconnaissons qu'actuellement le respect d'une économie équitable serait une des premières réponses à apporter. En effet, un commerce mondial juste éviterait la nécessité, pour certains, de quitter leur pays (terre de leurs pères) contre leur gré, pour des raisons économiques.

Ces questions migratoires, bien ciblées, entrent dans la réalité lyonnaise. Elles peuvent nous inciter à réfléchir et à agir avec d'autres...

Au nom du respect de tout homme, nous espérons :

- > des conditions de vie qui permettent un bon dialogue donnant à comprendre les raisons de migrer hors de la terre de ses ancêtres ;
- > la recherche d'une politique intelligente de régularisation des étrangers qui sont sur le territoire, c'est-à-dire une politique qui ne soit pas fondée sur la culture de la peur de l'autre, de l'étranger (devenu bouc émissaire), pour des raisons électoralistes à court terme.

Et nous souhaitons qu'il n'y ait

- > pas de contrôle d'identité au faciès ;
- > pas d'arrestation, ni tôt le matin, ni... plus tard ;
- > pas d'expulsion détruisant les liens familiaux ;
- > pas de rétention systématique dans des lieux d'enfermement ;
- > pas de prolongement de la durée de séjour dans des centres de rétention administratifs.

IMMIGRATION ! Ensemble, prenons conscience de ses causes profondes ; combattons-les !

Tous, nous espérons, par notre présence, dire l'essentiel de l'humain. Pour certains, leur engagement se fonde sur les valeurs évangéliques.

Rendez-vous : Place de la Comédie - Hôtel de Ville côté est,

18 h 30 - 19 h 30 —> 13 avril ; 11 mai ; 8 juin 2022

<http://www.cercladesilence.fr/> Si vous souhaitez relayer autour de vous cet "Appel à la conscience de tous", merci de communiquer vos coordonnées, adresse courriel (mail) sur le site www.cercladesilence.fr -

Nous en appelons à la conscience de tous et vous invitons à rejoindre le cercle de silence.

Cercles de Silence / élections

Lettre ouverte aux candidat.e.s à l'élection présidentielle

Depuis 2007 des milliers de citoyens se réunissent chaque mois en **Cercles de Silence** pour protester contre le sort réservé aux personnes migrantes et exprimer leur solidarité vis-à-vis de ceux, femmes, hommes, enfants, qui sont enfermés dans les centres de rétention au seul motif que leur présence sur le sol français est « irrégulière ».

La France, vous le savez, est depuis très longtemps une terre d'émigration et d'immigration. La figure de l'étranger y a toujours suscité un mélange de curiosité et de défiance, d'intérêt et de rejet. L'intégration ne s'est jamais faite sans difficulté, même en situation de plein emploi. Aujourd'hui souvent instrumentalisées, voire déshumanisées par certains, les personnes migrantes font l'objet de nombreux discours toxiques qui menacent tout simplement leurs droits d'être humains.

Les Cercles de Silence font **plusieurs propositions** sur lesquelles ils sollicitent votre avis, sachant que leur action vise à promouvoir les valeurs de solidarité, la liberté, la dignité de chacun.

Dans le cadre de la politique nationale

- Dans le respect des droits et de la dignité humaine, assurer la protection des personnes doit être une priorité absolue qui passe avant le blocage des frontières.
On a vu ces derniers temps, des migrants refoulés à la mer ou dans des zones glaciales, empêchés de déposer une demande d'asile, privés de soins élémentaires...
- Assurer l'égalité des droits entre toutes et tous.
Pour les deux tiers de la population de la planète, le droit à la mobilité n'existe pas faute de visas. Naguère, une carte de droit au séjour de 10 ans aidait à l'intégration. Aujourd'hui, il faut démontrer qu'on est déjà intégré pour obtenir une carte pluriannuelle précaire.
- Respecter et faire respecter le droit international de la mer.
Il s'agit de l'obligation de porter secours aux passagers d'un bateau en difficulté, de débarquer les personnes dans le port sûr le plus proche, et ce dans les meilleurs délais, sans chercher à les rejouer.
- Supprimer les usages grandissants de la biométrie et du fichage systématique des étrangers, instruments d'une future société de surveillance généralisée.
Le respect de la vie privée est un fondement de nos sociétés.
- Adopter une logique tournée vers l'égalité et la liberté contre une logique de rejet fondée sur la spirale du tout enfermer, punir et criminaliser.
Il faut cesser d'investir dans la construction de Centres de Rétention Administrative (4 nouveaux centres sont en cours de construction ou ont déjà ouvert, à Lyon, Olivet, Bordeaux et au Mesnil Amelot).
- Considérer que la solidarité ne peut être un délit : la solidarité, l'aide sans contrepartie, est une valeur humaine fondamentale.
Il convient de mettre un terme à la criminalisation, sous toutes ses formes, de la solidarité.

Dans le cadre des échanges et de la coopération entre États

- Établir une coopération respectueuse et égalitaire avec les pays non européens.
L'« aide au développement » est souvent instrumentalisée pour réduire l'émigration et fixer les populations, alors que bien des départs sont la conséquence de l'exploitation par des intérêts étrangers : achats de terres, surpêche côtière...
- Respecter le principe de libre circulation dans l'espace Schengen, en application des traités européens.
La réintroduction des contrôles systématiques aux frontières, l'échec du « règlement Dublin », minent le principe de solidarité entre États membres de l'Union européenne au détriment des droits fondamentaux.
- Mettre en place une véritable politique d'accueil et la promouvoir avec force auprès des dirigeants européens dans l'objectif d'harmoniser au mieux ces politiques, dans une Europe qui a besoin d'actifs.
En respectant les choix des personnes, les attaches familiales, les compétences linguistiques et professionnelles, accueillir dignement les migrants et accompagner leur intégration, et notamment autoriser, comme en Allemagne, les demandeurs d'asile à travailler.